

C'est exactement ce que permettent de faire les programmes sociaux: redistribuer les revenus entre les citoyens, soit les faire passer des contribuables aux personnes nécessitant des services sociaux.

Les Américains ont-ils respecté ces règles? Absolument. La seule fois où un producteur américain a prétendu, dans une affaire de droits compensateurs, qu'un programme social canadien... l'assurance-chômage dont bénéficie les pêcheurs... était une subvention inéquitable, le gouvernement américain a rétorqué que non, que cela n'était pas le cas.

C'était en 1985. Les dires des Américains sont-ils différents aujourd'hui? Non, pas du tout. July Bello, conseiller juridique de Clayton Yeutter, mon homologue américain, a expliqué encore une fois hier, à Washington, à un reporter de la presse canadienne, la base sur laquelle était fondée la décision prise en 1985. Clayton Yeutter a déclaré lui-même plus tôt cette année

(La question des subventions et des programmes sociaux) n'a jamais été soulevée au cours de nos entretiens, je dis bien jamais, et je ne pense pas qu'elle le soit à l'avenir... Nos décisions en ce qui concerne les subventions devront cadrer avec les paramètres sur lesquels on se sera entendu sur une base internationale.

Ce qui nous ramène à notre point de départ, les règles du GATT.

S'il a été extrêmement simple et facile pour MM. Turner et Broadbent de lancer des accusations sans fondement, d'effrayer les personnes âgées, malades et au chômage, il est nettement plus complexe et difficile d'expliquer pourquoi ces accusations, purement et simplement fausses, sont gratuites. Certains disent que c'est la politique - certes, mais la politique de la peur, une politique basse, méchante et indigne.

Permettez-moi encore d'ajouter un mot. Simon Reisman a reçu des instructions précises du gouvernement durant les négociations de l'Accord de libre-échange. Tenir les programmes sociaux à l'écart des négociations. Ne pas y toucher. Il n'y a pas été touché. Et je promets une fois de plus devant vous aujourd'hui qu'ils seront tenus à l'écart de toute future négociation sur les subventions. Cela a été, est, et continuera d'être la politique inébranlable de ce gouvernement.